

**Arrêté n° 2025-9794**  
**Portant ALIGNEMENT sur la**  
**D26 du PR 2+0140 au PR 2+0250**  
**Commune de Mondragon**

**En agglomération**

**La Présidente du Conseil départemental**

- VU** la demande en date du 03/11/2025 ( réf :1009073/JBB/FB ) par laquelle Office notarial Jean-Baptiste BOREL demeurant 179 rue du Colonel BELTRAME 84100 ORANGE représenté par Monsieur Jean-Baptiste BOREL 04 90 34 71 77 sollicite l'alignement individuel délimitant le domaine public routier, sur la D26 du PR 2+0140 au PR 2+0250, sur la commune de Mondragon située en agglomération, pour la vente Yannick ESCANDE/MOUNIER SASSOLAT.
- VU** la loi 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** le code de la voirie routière, et notamment les articles L112-1 à L112-8,
- VU** le code général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1,
- VU** la délibération n° 2019-471 du 21 juin 2019 du Conseil départemental approuvant le règlement de voirie départemental
- VU** l'arrêté de la Présidente du Conseil départemental n° 2024-11044 du 23 décembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Firmin BARDISA, Chef de l'agence routière de Vaison la Romaine à la Direction des Interventions et de la Sécurité Routière et en cas d'absence ou d'empêchement, par arrêté n° 2024-11045 du 23 décembre 2024, à Monsieur Christophe DUHOO, Adjoint au Chef de l'agence routière de Vaison la Romaine
- VU** l'état des lieux,

**ARRÊTE**

**Article 1 : Alignement**

L'alignement de fait de la D26 du PR 2+0140 au PR 2+0250, sur la commune de Mondragon est défini par le plan de délimitation du domaine public annexé au présent arrêté.

La limite de fait étant définie par la bordure de trottoir et la clôture déjà existante.

**Article 2 : Dispositions diverses**

Si des travaux de construction de clôture et de plantation de haies vives sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire prendra attache auprès du service gestionnaire de la voirie départementale. Ces travaux seront effectués en prenant en compte les dispositions des articles 27, 33 et 34 du règlement de voirie départemental.

L'exécution de ces travaux devra faire l'objet en cas d'intervention sur ou depuis le domaine public et quatre semaines avant leur commencement, d'une demande d'arrêté de circulation auprès du gestionnaire de la voirie.

### **Article 3 : Responsabilité**

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des autres procédures réglementaires à effectuer préalablement à l'engagement des travaux, notamment la Déclaration des Travaux (DT), la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), la demande d'un arrêté de circulation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 4 : Autres formalités**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants, ou autres formalités spécifiques liées aux travaux envisagés.

### **Article 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté**

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance et ceci si aucune modification des lieux n'est intervenue sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

### **Article 6 - Publication**

Le présent arrêté, dont les dispositions annulent et remplacent pendant la durée des travaux toutes les dispositions contraires et antérieures, sera affiché aux extrémités du chantier et publié dans <https://vaocluse.fr>

### **Article 7**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame la Présidente du Conseil départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut être introduit devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – 30000 NÎMES) dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision, ou à compter de la réponse du Département si un recours gracieux a été préalablement déposé. Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Fait à Vaison-la-Romaine, le  
Pour la Présidente et par délégation**

#### **Annexe(s) :**

Plan de délimitation du domaine public

#### **Diffusion :**

- . Monsieur Jean-Baptiste BOREL (Office notarial Jean-Baptiste BOREL)
- . Monsieur le Maire de la commune de MONDRAGON
- . Madame la Présidente du Conseil départemental

Vous pouvez consulter le règlement de voirie sur le lien suivant :

[https://www.vaucluse.fr/fileadmin/Documents\\_PDF/Nos\\_services/Routes/2019/Règlement\\_de\\_voirie\\_departemental/Règlement\\_de\\_voirie\\_departemental.pdf](https://www.vaucluse.fr/fileadmin/Documents_PDF/Nos_services/Routes/2019/Règlement_de_voirie_departemental/Règlement_de_voirie_departemental.pdf)

# Bordure de trottoir à la bande de rive





## Bordure de la Clôture à la bande de rive

